

Le sens

Comment la politique pourrait-elle redevenir le lieu du sens, alors que s'affirme en France une crise de la représentation ? Celle-ci n'est-elle pas aussi une crise de la mémoire, une forme d'amnésie par rapport aux événements et aux transformations des dernières décennies ?

La dynamique de la civilisation française, dont on pourrait attendre à l'échelle mondiale qu'elle joue un rôle important pour cristalliser un certain nombre de tendances, butte sur la difficulté des politiques à être des agents du sens dans la société.

Une vraie demande de sens s'exprime, et une vraie question se pose sur qui peut y apporter réponse. Ce problème de sens se confond largement avec celui de la représentation. Comment un pays se représente-t-il lui-même ? Selon les modes de représentation et les termes dans lesquels il définit sa situation, celle-ci aura, pour un pays, du sens ou non.

Les difficultés de représentation rencontrées en France posent deux questions différentes, l'une spatiale et l'autre temporelle.

LA NOUVELLE ORIGINE

La question spatiale considère la distinction classique entre pays réel et pays formel. C'est à cela que se réfère un ancien Premier ministre lorsqu'il parle de la « France d'en bas » et de la « France d'en haut ». Il en est de même avec les cercles de pensée autour de la République des idées, lorsqu'ils avancent des propositions pour la conjugaison des systèmes de démocratie représentative et de démocratie participative, et la mise sur pied de modalités d'intervention directe¹ de personnes – qui ne font pas partie de l'élite qui s'exprime habituellement sur la politique – pour redonner du relief aux choses, de la vérité et de l'ancrage. Il en est encore de même avec les idées de jury populaire ou de référendum d'initiative populaire. Peut-être n'appellent-elles pas toutes une élaboration réelle, mais elles révèlent une demande de transformation radicale pour le droit à la parole de tous, notamment de ceux qui en sont exclus.

Cet écart est partout sensible et les Français en sont conscients. Dans les sondages, ils plébiscitent (à 88 %) l'idée que les femmes doivent jouer un rôle plus important dans la vie politique. Et, contrairement aux croyances des responsables politiques locaux qui considèrent l'idée comme suicidaire, une majorité de Français (55 %) estiment qu'il faut que les immigrés jouent un rôle d'élus et de responsables dans la vie politique².

1. Notamment en recourant aux technologies d'information et Internet.

2. Sondage exclusif CSA/Le Parisien « Modernité On-Off » réalisé les 6 et 7 octobre 2005 et publié dans *Le Parisien* le 10 octobre 2005.

L'AUTHENTICITÉ

Comment faire en sorte que la représentation fonctionne ? Faut-il des réformes institutionnelles ? Plus de présidentialisme ? Plus de parlementarisme ? En constatant qu'à l'échelle municipale les élus ont plus de légitimité que les représentants nationaux, faut-il s'inspirer de ce qu'ils font localement ?

Que la vie politique soit construite autour de gens qui participent à l'élaboration des idées et des décisions, de personnes qui ne sont pas l'image exacte de l'ensemble de la population, ce n'est pas une situation exceptionnelle dans les démocraties européennes actuelles. Toutefois, du fait du rôle que l'on a fait jouer à l'École nationale d'administration pour la formation des élites, les choses prennent en France un tour particulier.

Il est frappant de voir que, dans le classement des trente hommes et femmes politiques préférés des Français, on ne trouve dans les dix premiers aucun énarque, alors que les vingt suivants le sont tous. Ce sont les filières de formation plus traditionnelles (avocats, médecins, professeurs) qui suscitent l'adhésion, au détriment de celles qui procèdent d'une valorisation de l'intelligence et de la compétence technocratique, parce que l'on attend aujourd'hui davantage d'authenticité, de changement comportemental, d'humanité et de personnalité.

Mais un autre décalage majeur de la représentative se manifeste dans le temps. À la différence du Royaume-Uni, où le cadre formel de l'exercice du politique (Foreign Office, chancelier de l'Échiquier, etc.) traverse les siècles, les régimes et les hommes

LA NOUVELLE ORIGINE

politiques, la France n'est pas un pays de la continuité. Les dénominations, les domaines d'application et les périmètres de compétences des administrations et des institutions y changent, dans le tourbillon incessant de redéfinition des logiques de l'appareil public. Et cela depuis longtemps.

De sorte que paradoxalement, dans ce système, ce qui peut assurer de la durée et de la stabilité, ce sont les hommes politiques qui restent actifs sur de très longues périodes de temps. Cela explique l'effet retard des représentations politiques par rapport à la société. La classe politique, aujourd'hui en place, reste encore très marquée par l'expérience de la Seconde Guerre mondiale et des débats qui l'ont suivie. La très grande longévité du personnel politique contraste avec l'instabilité des situations, des institutions, et la vitesse de l'évolution de la société et des mœurs.

S'il y a des héritages, il y a tout autant des ruptures. Et la façon dont en France on parvient à gérer tout cela, c'est par l'amnésie. Notre histoire singulière nous a conduits à développer une grande capacité d'oubli. Si nous ne sommes pas conscients de cette grande capacité à occulter le passé et de notre incapacité à nous représenter nous-mêmes dans le mouvement de l'Histoire, il devient très difficile de parler de l'état de la politique en France et de sa difficulté à se ressourcer dans des idées nouvelles.

À l'automne 2002, au lendemain d'une élection présidentielle qui avait vu le candidat de l'extrême droite présent au second tour, donc dans un climat

L'AUTHENTICITÉ

de vigilance et d'union nationale contre l'extrême droite, le débat sur le voile islamique illustre notre amnésie. Tandis que les passions se déchaînent, nul ne se souvient plus que, dans les années 1930, comme le rappelait déjà Frantz Fanon en 1959¹, les travaux conduits par les services psychologiques de l'armée française invitaient les autorités à jouer les femmes algériennes pour faire honte aux Algériens des conditions qu'ils imposaient à leurs femmes. Tout un courant de psychologie militaire déboucha ainsi sur la promotion, auprès des Algériennes, des valeurs d'émancipation apportée par la France et l'Occident pour les libérer de la domination du voile, de la domination patriarcale et masculine.

Malgré une compréhension plus fine au sein des mouvements d'opposition, et après l'Appel des indigènes de la République, tout s'est néanmoins produit, comme si de rien n'était. Ce passé a été purement et simplement oublié du débat français. Et même la constitution d'une commission sur l'affaire du voile, réunissant des intellectuels, des sociologues, des historiens, des juristes et des représentants de la société civile, n'a pas su aller contre cette amnésie.

On fait donc face aujourd'hui en France à une grave crise d'amnésie, à laquelle il faut s'attaquer en premier lieu pour reconstruire des systèmes de repré-

1. Frantz Fanon, *L'An V de la révolution algérienne*, Librairie François Maspero, coll. « Cahiers libres », 1959.

LA NOUVELLE ORIGINE

sentations, et non pas uniquement se soucier de réduire l'écart entre le pays formel et le pays réel.

Le renouveau de la politique en France passe nécessairement par un travail de chasse à l'amnésie pour que se construise un niveau de conscience plus fort de notre passé récent. Nous avons un besoin collectif de savoir d'où nous venons, d'identifier et de reconnaître les transformations très lourdes qui nous ont mobilisés au cours des cinquante dernières années et que nous ne nous sommes toujours pas « appropriées ».